

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Conflit homme-faune : le ras-le-bol des Mékambois

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

A PRÈS la première marche de protestation qui a eu lieu le 17 avril dernier, les populations du département de la Zadié (province de l'Ogooué-Ivindo), sont revenues à la charge le week-end écoulé. Ce jour-là, plusieurs centaines de Mékambois, dont certains venus des villages environnants, ont de nouveau battu le... pavé lors d'une marche pacifique dans toute la commune, pour exprimer leur ras-le-bol face aux dégâts causés par les éléphants dans leurs plantations et leur présence à proximité de leurs habitations.

"Depuis le jardin d'Éden, Dieu a placé l'homme au-dessus des animaux. On ne peut donc pas comprendre qu'aujourd'hui, ce sont les animaux qui marchent maintenant sur nous. Depuis 2017, les éléphants nous marchent dessus, détruisent nos plantations, mettent ainsi nos vies en danger. Car, ils traînent désormais derrière nos habitations", s'inquiète Arnaud Maondoma-Sinandong, porte-parole du Collectif des marcheurs. La marche de samedi dernier s'est soldée par une séance de travail avec la gouverneure de la province de l'Ogooué-Ivindo, Christiane Leckat, qui a effectué le déplacement de Mékambo, pour s'enquérir de la situation. De cette réunion, il ressort que "Mme le gouverneur a demandé au chef de cantonnement des Eaux et Forêts de faire un effort d'aller sur le terrain, afin de monter un dossier qui peut lui permettre d'autoriser une battue administrative. Cet après-midi (dimanche 25 avril, ndlr), nous avons commencé à visiter les premiers sites. Cette mission vise deux objectifs : apprécier la proximité des éléphants avec les habitations et les dégâts sur les plantations. Au niveau de la proximité, au quartier Mbelakembé, les éléphants sont arrivés à 22

"Nos salaires, ce sont nos récoltes et nous vivons de ça".



La foule, place des fêtes à Mekambo, à l'issue de la marche.

mètres des habitations, entre 30 et 25 mètres des habitations au niveau de Mayeka-Djibo", rapporte le porte-parole du Collectif. Ce dernier précise qu'"au niveau de la destruction des plantations, plusieurs en ont été touchées. Demain (lundi 26 avril), la mission va se poursuivre vers les quartiers Mbembazale, Paris-Bouyon et Coco. Après cette mission, nous aurons une réunion avec le préfet de la Zadié, le chef de cantonnement, le maire et le responsable de l'ANPN, pour faire le compte rendu de la mission aux populations, avant de faire parvenir ledit rapport à Mme le gouverneur pour qu'elle signe l'autorisation pour une battue administrative. Nous en sommes à ce niveau".

Dans ce conflit homme-faune à rebondissements, ce sont les populations des quartiers Mbelakembé, Corniche, Mayeka-Djibo (1er siège), Vie-chère, Paris-Bouyon Coco (2e siège) et ceux de Mbembezalé (3e siège) du département qui vivent dans la psychose provoquée par les troupeaux de pachydermes qui ont élu domicile dans la périphérie de la

ville de Mékambo. "Pendant que tu es en train de communiquer avec moi, un éléphant est en train de barrir derrière la maison. Et c'est dans cette terreur que nous vivons tous les jours depuis pratiquement deux mois. Toutes les plantations environnantes ont été complètement ravagées", relate Jonas, un habitant du quartier Mayeka-Djibo, joint au téléphone. Une situation qui touche également tous les villages du département. Du premier siège jusqu'au 3e, en passant par le 2e, les populations sont sur le qui-vive. Au village Matoté, dans le canton Sassamongo (1er siège), par exemple, Antoine Anguetomba ne s'est pas empêché de mettre sur les réseaux sociaux une vidéo montrant de vieilles femmes en train d'exprimer leur indignation face au désastre causé par les éléphants sur leurs cultures.

"Nos salaires, ce sont nos récoltes et nous vivons de ça. Vous qui avez des enfants éléphants, venez les attraper, orientez-les vers vos plantations et non sur nos plantations", lancent-elles, furieuses.

L'exemple venu de la Zadié

Olivier NDEMBI
Libreville/Gabon

"TROP c'est trop", pourrait-on dire. Après plusieurs alertes infructueuses lancées aux gouvernants pour se plaindre du vent d'insécurité créé par la présence de plus en plus assidue de pachydermes aux alentours de leurs habitations, les populations de Mékambo ont organisé ce week-end une marche, la deuxième du genre en l'espace seulement d'une semaine.

Une manière pour elles d'appeler les autorités publiques à sortir de leur mutisme et à proposer des solutions concrètes face aux énormes dégâts que continuent de causer à leurs plantations ces animaux hyperprotégés. Faute de quoi, ces habitants, désormais affamés, et sans mesures com-

pensatrices de l'État, se verraient bien obligés de prendre leurs responsabilités. Tout compte fait, la menace des Mékambois a été prise au sérieux, tant elle a suscité le déplacement de la gouverneure de la province, Christiane Leckat, venue de Makokou pour tenter de contenir la colère de ses hôtes, en instruisant notamment une mission d'évaluation de la situation sur le terrain.

Et à l'heure qu'il est, la tension a certes baissé dans le chef-lieu du département de la Zadié. Mais les habitants restent suspendus aux conclusions très attendues du cabinet de la gouverneure, qu'ils espèrent urgentes et satisfaisantes.

L'Ogooué-Ivindo n'étant pas la seule province impactée par le vagabondage des éléphants, il n'est pas exclu que l'exemple venu de la Zadié fasse école dans les prochains jours.